

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 149
Septembre 2023

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Rentrée morose ?

La rentrée s'annonce mal pour les plus démunis qui paieront la note du gouvernement Macron. Ce dernier envisage d'équilibrer son budget en économisant 15 milliards d'euros en ciblant les aides à l'emploi et les dépenses de santé. Après le quoi qu'il en coûte et les subventions données au patronat, le gouvernement veut réduire la dette publique qui a dépassé les 3000 milliards d'euros. Quelques pistes sont privilégiées : contrôle drastique des arrêts maladies (sans chercher à savoir pourquoi les travailleurs sont en arrêt), hausse de la franchise de 1 euro sur les médicaments...révision des aides à l'emploi... Rien de bien réjouissant. Mais le CAC 40 se porte bien et la France avoisine les 3 millions de millionnaires. Les riches de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. Voilà où on en est du ruissellement de Macron. Sans compter les 3 millions de personnes qui ont une maison secondaire dont 40% au bord de mer et qui ne sont pas forcément millionnaire mais certainement aisées financièrement. C'est dire que bon nombre de personnes n'ont aucun intérêt à ce que l'ordre des choses bouge. Il suffit aussi de faire un tour dans les ports de la Méditerranée, notamment du côté de la French Riviera, pour comptabiliser les centaines de yachts dont certains valent quelque centaines de millions pour constater que de l'argent, il y en a. On est dans la démesure, la gabegie... A Antibes, existe un quai aux milliardaires. Inaccessible aux communs des mortels ; il faut bien rester entre soi et ne pas être dérangé par le populaire et peut-être par quelques excités d'écologistes qui pourraient s'en prendre à ces navires de luxe qui consomment beaucoup de gasoil et c'est un euphémisme. La consommation moyenne de gasoil pour un yacht long de 70 mètres est d'environ 500 litres par heure. Le budget annuel de carburant avoisine alors 400 000 euros. Pour amarrer son yacht, il faut payer aussi. Le yacht de Bill Gates qui a coûté 600 millions d'euros est amarré à Antibes. Les frais de quai avoisinent, eux, les 60 millions sur 20 ans...On ne parle pas des frais d'équipage, de gardiennage...et l'entretien courant. Ces sommes sont indécentes. En France, dans le cadre encore des économies, c'est la fin du bouclier tarifaire pour le gaz et l'électricité. Les plus pauvres paieront l'augmentation programmée. Parallèlement, il n'est pas question de toucher aux grands impôts comme celui sur les sociétés,

passé de 33 à 25% depuis 2017. Le ruissellement ne rapporte qu'aux riches.

Emmanuel Macron entend de même jouer sur les peurs et recycler les vieilles recettes de la droite. Suite aux émeutes après la mort de Nahel, l'exécutif pointe du doigt la défaillance non de la police et du gouvernement mais des familles des jeunes émeutiers. Les gouvernements successifs de gauche comme de droite ont saboté l'école publique pour mieux la dépecer un peu plus et la livrer au privé. L'école publique serait aujourd'hui fuie pour le privé. La belle affaire et personne ne fait le bilan des décennies de saccage d'une école publique qui était une référence pour nombre de pays européens. Salopards de politiciens ! Alors, on ressort les vieilles antiennes : le retour à l'autorité des maîtres, un rétrécissement des vacances scolaires, un enseignement d'éducation civique réévalué et un enseignement chronologique de l'histoire (ce qui est déjà le cas)...On a échappé à l'uniforme mais pas au S.N.U. Et voilà que le pognon de dingue va être distribué à l'armée, à la police...au détriment de l'éducatif, de la prévention et de la santé. Toute une philosophie réactionnaire qui n'a jamais amélioré la vie des gens, au contraire.

Macron estime que l'école est un domaine réservé. Il s'en fiche comme de sa première chemise que seuls 2% des enseignants adhèrent aux orientations actuelles, 13 % pour les chefs d'établissements et 20% des inspecteurs, pourtant bien connus pour faire passer toutes les directives du ministère de l'E.N. sans broncher d'habitude La machine est donc grippée. Nous y voyons le signe que Macron veut aller jusqu'au bout de sa logique de déconstruction de l'école publique. Quand on veut tuer son chien, on l'accuse de la rage. Et ce n'est pas le servile Gabriel Attal qui changera la donne. Sa priorité sera peut-être sa présentation à la mairie de Paris. Les discours politiques ne suffisent pas à insuffler un nouvel espoir ni à donner des moyens supplémentaires quand le gouvernement veut faire des économies. Les changements seront cosmétiques et porteront sur le harcèlement, les tenues vestimentaires des jeunes...Depuis des années, les enseignants subissent les annonces, les contre-an-

nonces et le tout dans des laps de temps très courts. Nous sommes dans la politique de la girouette et des chiffres, de la technocratie et de la bureaucratie. Des hors sols qui maîtrisent la communication à destination des élus et des parents. A vouloir agir de la sorte, sans respect des professeurs, sans revalorisation salariale réelle, en restreignant la durée des vacances... tout est fait pour dévaloriser les métiers d'enseignement et les rendre peu attractifs. Aujourd'hui, il vaut mieux obtenir un DUT pour trouver un travail correctement rémunéré plutôt qu'un master deux enseignement. Et si les vacances commencent à être alignées sur le secteur privé, pas sûr que les candidats à la fonction enseignante soient attirés en masse par ce qu'on appelait auparavant le plus beau métier du monde.

Les syndicats qui ont perdu la bataille des retraites veulent surfer sur l'intersyndicale pour mobiliser leurs troupes le 13 octobre 2023 sur les salaires, l'égalité homme-femme et la cause environnementale. Si les thèmes ne sont pas dénués d'intérêt, pas sûr que la mobilisation soit au rendez-vous. Les personnels et les travailleurs en général qui ont laissé bon nombre de journées de salaires pour rien risquent de bouder cette journée. Les syndicats ne veulent malheureusement pas tirer le bilan de leur échec notamment sur la stratégie de l'intersyndicale qui à aucun moment n'a appelé à la grève générale ou à élargir les revendications sur le plan salarial.

Alors d'aucuns militent pour réhabiliter l'engagement au sein des partis politiques. Ce n'est pas notre cas car ce n'est pas l'affaiblissement des partis qui fragilisent la démocratie, c'est leur mode de fonctionnement. Ce n'est pas par erreur de jugement que les gens n'ont plus confiance dans les institutions de la République, dans les partis... c'est par constat. Il suffit de constater le délitement des services publics, école publique et hôpital en tête. Il suffit de constater comment les politiciens tirent la couverture à eux, comment ils s'étripent pour prendre le pouvoir... Comment ils sont recyclés quand ils échouent aux élections. Comment on les finance avec l'argent public. Comment bon nombre sont corrompus jusqu'au plus haut sommet de l'Etat parfois.

Alors face au dérèglement climatique, à ceux qui tentent de s'accaparer l'eau et autres ressources naturelles de la Terre, la solution n'est pas dans les partis politiques, fussent-ils teintés de vert, mais dans le fonctionnement horizontal et la fédération de mouvements écologistes de base en dehors de la politique politicienne qui ne produit que des postulants au pouvoir.

Patoche (GLJD)

Les libertaires ont-ils perdu la bataille des idées ?

On trouve cette notion de bataille des idées dans à peu près tous les partis politiques aujourd'hui, notamment à l'extrême droite d'où la méfiance qu'on se doit d'avoir sur cette idée générique. Pour eux, il suffirait de transformer les idées existantes en idées « révolutionnaires » pour gagner cette bataille ; n'oublions pas que Gramsci était marxiste. Le Sarde serait le théoricien de techniques ou de méthodes efficaces pour mener et gagner la lutte politique, des méthodes se résumant à conquérir le pouvoir à travers les idées. Voilà qui est d'un grand intérêt pour tous ceux et celles qui aspirent à gouverner et à obtenir le pouvoir, celui dont on sait qu'il corrompt. Les anarchistes qui rejettent le pouvoir désirent empêcher toute nouvelle caste dominante (Etats, direction d'un homme ou d'un groupe d'hommes ce qui équivaut au despotisme et à la tutelle des minorités dites intelligentes, institutions de l'Etat...) à l'instar de Bakounine qui va plus loin et indique qu'il faut détruire la possibilité même des situations privilégiées, toute domination et toute exploitation.

Rien de bien original pour qui connaît ce grand penseur libertaire.

Nous avons perdu la bataille des idées !

Nous sommes focalisés sur la montée inexorable de l'extrême-droite, les idées réactionnaires de la droite (Macron, LR) et de la NUPES. Mais il y a cette bataille qui nous vient des Etats-Unis : le wokisme et qu'il ne faudrait pas sous-estimer.

Si l'on prend le terme anglo-américain woke (« éveillé ») et qui désigne le fait d'être conscient des problèmes liés à la justice sociale et à l'égalité raciale, les anarchistes peuvent être considérés comme partisans du wokisme.

Cela fait longtemps que les libertaires sont conscients des injustices subies par les minorités ethniques, sexuelles, religieuses, ou de toutes formes de discrimination. Cela recoupe souvent l'exploitation capitaliste. Prenons l'exemple des catholiques irlandais en Ulster, ces derniers ne trouvaient du travail qu'après les protestants dans les années 1970. Dire aujourd'hui que les musulmans sont discriminés, ce n'est un scoop pour personne. Lucy Parson connaissait parfaitement les discriminations raciales. Emma Goldman parla dans ses meetings de l'homosexualité...

Martin Luther King, avait exhorté les jeunes Américains à « rester éveillés » et à « être une génération engagée », lors d'un discours à l'université Oberlin, dans l'Ohio,

en juin 1965. Les militants quelque qu'ils soient sont de fait engagés. Pour les générations militantes précédentes, on parlait de prise de conscience...Autres temps autres mœurs.

Le mot woke s'est par la suite répandu des Etats-Unis à l'Europe et même ailleurs par l'intermédiaire d'universitaires et au sein d'autres sphères militantes pour dénoncer toutes formes d'injustices subies par les minorités. On a commencé à dénoncer le sexisme et la misogynie, l'oppression qui pèse sur les personnes lesbiennes, gay, bi et trans, les populations d'origines étrangères, etc. Les personnes un peu fortes (grossophobie)...Les personnes handicapées...

Les militants ont constaté que l'on pouvait être traité différemment selon son milieu social, sa couleur de peau, sa religion, son handicap, son sexe ou son genre. En dénonçant ces discriminations et en s'attaquant aux inégalités structurelles...les militants oeuvraient pour rendre le monde plus sûr et meilleur. En cela la plupart des militants s'accordaient.

Mais vint le pendant de cette idéologie woke avec les opérations coups de poing, la censure et il fallait comme pour les méthodes de l'extrême-droite chercher à cliver, chercher la différence, la blessure pour aller opposer les gens entre eux.

C'est ainsi que le formatage militant prit de l'ampleur avec une recrudescence de la montée d'une intolérance à l'égard d'opinions opposées, et d'un muselage de la liberté d'expression. Nous constatons les dégâts de cette idéologie new âge jusque dans les rangs libertaires. Les exemples foisonnent malheureusement. Les anarchistes et aussi d'autres s'inquiètent des dérives actuelles, telle que la « cancel culture » (la culture de l'annulation), qui viserait à dénigrer voire exclure manu-militari de l'espace public toute personne dont un propos, ou une action, est considéré comme « offensant » à l'égard des minorités. Par exemple, un auteur écrit sur le voile, il est tout de suite mis au ban d'un certain militantisme sous couvert qu'il est blanc et que ce n'est pas une femme. On vole et on brûle ses livres. Les autodafés reviennent à la mode. L'église et les nazis peuvent jouir sans entrave dans leurs tombes.

Dire que l'on ne peut pas écrire sur l'Islam car c'est la religion des opprimés, c'est un non-sens pour un anarchiste car toute religion opprime. La religion est liberticide ; elle opprime les hommes, les femmes, les enfants, les animaux. Elle opprime souvent bien plus les femmes ; c'est un constat intemporel. Et les islamistes ainsi que leurs séides, idiots utiles ou pas, peuvent toujours nous traiter d'islamophobes, cela ne changera pas notre conception de la liberté. Et Dieu et l'Etat de Bakounine est un ouvrage qui restera d'actualité tant que les Etats et les

religions existeront. Et nous souhaitons à l'Islam et aux autres religions, le sort de l'église catholique qui périlite d'année en année.

Le wokisme de certains autoritaires révèle les dérives de l'identitarisme, cette tendance à fixer les individus et les collectivités humaines sur une identité principale, homogène et fermée. Leur identitarisme se cantonne à une question identitaire que l'on peut décliner sous toutes les formes de minorité : la religion, la consommation alimentaire (végétalisme, véganisme...), la « race », la culture, le genre... Alors que la lutte des classes est remise au vestiaire, les sujets porteurs d'émancipation sont à rechercher ailleurs et tous les partis politiques se plongent à corps perdu dans ce nouvel eldorado qui apportera des foules de militants ou de suffrages électoraux. Exit les analyses concernant l'Etat, le patronat, les politiciens...et les principes de domination. Pour nous autres, c'est la question de l'écologie sociale et libertaire qui est centrale, pas les luttes cloisonnées mises bout à bout et parfois en opposition.

Grâce au wokisme, il existe maintenant un véritable clivage dans le féminisme. S'il y a toujours consensus contre le patriarcat, les viols, les féminicides, le harcèlement...ça se déchire sur le port du voile par exemple, les Trans.... Parallèlement à aucun moment le wokisme analyse la domination des femmes aux postes de pouvoir. Elles y exercent aussi tyranniquement que les hommes. De mémoire, Margaret Thatcher en Grande-Bretagne. Aujourd'hui, c'est la Méloni en Italie et peut-être demain Marine Le Pen en France. Elles font aussi bien le travail que les hommes pour ce que le capital exige.

Les femmes ne sont pas d'accord entre elles non plus sur le juteux marché en expansion de la GPA et de la transformation pour les Trans. La marchandisation des corps, le profit, c'est de tout cela dont il faut aussi parler.

Exit aussi le déterminisme de classe, le déterminisme social ou collectif. C'est maintenant la violence de la société qui est favorisée : chômage, précarité, bas salaires...éco-anxiété...et attitudes agressives contre ceux et celles qui pensent différemment. On n'est jamais loin des pratiques de l'extrême-droite quand on agresse des militants libertaires.

Bruno (GLJD)



Les anarchistes n'ont pas perdu la bataille des idées !

Les organismes politiques sont des organismes vivants. Ils naissent, se développent (parfois très peu) et meurent (plus ou moins lentement). Il en est ainsi du PS et du PC, à « gauche ». Bien sûr d'autres partis se construisent sur les ruines de ceux qui se décomposent. Ainsi va la vie.

Au niveau des idées anarchistes, ce n'est pas tant sur le plan organisationnel dans un sens partidaire que les libertaires brillent mais plutôt par la diffusion de leurs pratiques qui deviennent théories pour se coltiner à nouveau à la pratique...C'est sans doute ce qui permet aux anarchistes d'exister même si le nombre de militants comparativement aux « grandes organisations » est plutôt restreint. Mais l'anarchisme existe depuis la seconde moitié du XIXème siècle, c'est dire sa longévité.

L'extrême-droite aussi est enracinée de longue date en France avec des positions nationalistes, populistes qui ne datent pas d'hier. Maurice Barrès (1862-1923) par exemple a théorisé le nationalisme. Le premier axe de sa pensée était « le culte du Moi » : Barrès affirmant que notre premier devoir est de défendre notre moi contre les « Barbares »...L'Action française de Maurras distilla de même son venin. Et puis la fin de la Seconde Guerre mondiale mit un coup d'arrêt au pétainisme et porta un rude coup à l'extrême-droite. Mais cette dernière, forte de son corpus idéologique, se redressa avec de nombreuses factions autour de Jean-Marie Le Pen.

Si les staliniens ont quasiment disparu du paysage politique, la famille Le Pen et ses satellites ont le vent en poupe. Et comme l'indiquait Bruno dans le précédent article, le wokisme, déstabilisateur et clivant, sert davantage l'extrême-droite que le camp de l'émancipation. Wokisme et extrême-droite sont finalement les deux faces d'une même pièce.

Au vu du succès de l'extrême-droite et de l'idéologie woke de nos jours, est-ce à dire que l'anarchisme serait devenu obsolète ? Et bien non, ce n'est pas de la méthode Coué de notre part, mais le socialisme libertaire a de beaux jours devant lui car il intègre à la fois la liberté, la lutte des classes et considère aujourd'hui l'écologie sociale et libertaire comme centrale car nous n'avons plus le choix de tergiverser face au dérèglement climatique. Les staliniens ont accaparé le mouvement ouvrier durant 70 ans en France en se faisant le relais de la politique du petit père des peuples qui massacra des millions de russes. Pendant ce temps les communistes français regardaient ailleurs. Ce que les anarchistes ont dénoncé. La dictature du prolétariat était une dictature sur le prolétariat avec une bureaucratie liberticide et une nouvelle caste au pouvoir enlevait toute liberté de contestation au peuple. Il suffit de relire les grands penseurs anarchistes pour constater que

la liberté est un élément constitutif et essentiel de l'idée anarchiste. Bakounine était convaincu que l'émancipation économique du prolétariat, la liberté réelle des individus et des masses, l'organisation universelle de l'égalité et de la justice humaines, étaient incompatibles avec l'existence de l'Etat ou de quelque autre forme d'organisation autoritaire que ce soit. Il analysa en profondeur les notions de domination, tutelle et pouvoir. Ne pas se référer à ce qui est susmentionné nous amène systématiquement dans les bras au mieux d'une démocratie inégalitaire dans les faits, au pire dans bras d'une dictature.

Concernant la lutte des classes, personne ne niera que les classes populaires sont exploitées par le grand patronat et son bras armé, l'Etat. A constater aussi que les plus exploités ne sont pas toujours ceux qui sont aux premières loges du combat contre l'exploitation. Que d'autres personnes, de conditions plus aisées peuvent prendre fait et cause pour les prolétaires. Bakounine, Kropotkine étaient issues de l'aristocratie russe. Marx était issu d'un milieu aisé et Engels était fils d'un gros industriel...Mais cela n'enlève rien à la réalité de l'exploitation ouvrière. Abandonner les plus exploités au profit de classes moyennes en voie de relégation relèverait de l'erreur.

Force est de constater que les anarchistes ont du ressort et en ont sous le coude. N'ont-ils pas réussi à regrouper quelques milliers de membres dans les années 2000-2010 à la CNT ? A l'époque, cette organisation syndicale avait réussi finalement à intégrer dans les faits les différentes tendances et organisations anarchistes au sein d'une même organisation. Même si d'autres adhérents et militants ne se définissaient pas comme anarchistes. L'anarchisme habituellement, du moins au niveau de l'anarchisme organisé, prônent plutôt l'union que l'unité. Les complémentarités de différence ont leur faveur. Passons sur les causes de la scission entre CNT et CNT-SO. Ces deux organisations sont bien à la peine aujourd'hui d'autant que de nombreux libertaires s'investissent dans l'écologie. Pas celle des écologistes qui visent des postes de députés et autres strapontins mais l'écologie qui permet de créer des alternatives de vie. A chaque fois qu'un problème se pose, les militants font en sorte d'apporter une solution alternative.

C'est pourquoi nous reconnaissons les luttes écologistes comme essentielles à la survie de la planète et aux alternatives crédibles et possibles à mettre en place dès aujourd'hui. Nous retrouvons ainsi le pragmatisme de Proudhon qui recherchait des solutions pour lutter contre l'Etat et pour essayer de créer des organismes afin d'aider les travailleurs. Nous retrouvons aussi les luttes horizontales des Bourses du Travail, les méthodes de sabotage, l'action directe...dont nous avons déjà donné les défini-

tions dans de précédents articles. Nous savons de même que seuls nous n'arriverons pas à créer le rapport de force contre les lobbys (agrobusiness, militaires...), c'est pourquoi nous ne craignons pas de nous fédérer à d'autres mouvements horizontaux en nous tenant loin des partis qui suintent la corruption intellectuelle quand ce n'est pas financière et la tentation du pouvoir.

Alors, les anarchistes, morts ? Non, même s'il reste du chemin à parcourir ; mais l'anarchisme est increvable. Il ressurgira partout où on ne l'attend pas. De plus, les militants anarchistes sont de véritables garde-fous contre les usurpateurs et du véritable poil à gratter contre les mous du genou. En attendant d'être suffisamment nombreux pour tendre vers une société libertaire. On est bien là. Avec nos fondamentaux, nos invariants et la folle envie de vivre le plus librement possible sur une planète vivable et durable.

Micka (GLJD)



Rencontres antiautoritaires de Saint-Imier

Lors des rencontres antiautoritaires qui se sont tenues à Saint-Imier du 19 au 23 juillet le stand et les militants de la Fédération Anarchiste ont été attaqués physiquement par des personnes s'arrogeant le droit de décider quels étaient les écrits qui avaient leur place dans un salon du livre anarchiste et quels étaient ceux qui devaient subir un autodafé. ---- La fédération anarchiste a publié le communiqué suivant: ---- LE BERCEAU DE L'ANARCHISME DEVIENDRA-T-IL SON TOMBEAU? ---- La table de presse tenue par les militants-e-s de la Fédération anarchiste francophone dans le Salon du livre des Rencontres internationales antiautoritaires de Saint-Imier 2023 a subi plusieurs agressions (livres volés, déchirés, souillés, brûlés, intimidations, agression physique...). ---- Ces actes sont contradictoires avec les principes fondamentaux de l'anarchisme:

- La liberté d'expression;
- La lutte contre la religion, toutes les religions, et les pouvoirs théocratiques;
- La solidarité.

Ils sont dangereux parce qu'ils instaurent une police de la pensée faisant écho aux pires régimes que nous combattons.

Contre l'obscurantisme et l'intolérance, mobilisons les forces libertaires!

L'Organisation communiste libertaire condamne une

nouvelle fois à ces agissements et affirme son entière solidarité avec les camarades de la FA.

Cette nouvelle agression n'est pourtant que la suite d'une longue série.

Quelques exemples:

* Déjà en 2012 à Saint-Imier des vegans s'en étaient pris très «virilement» à un stand qui osait proposer des saucisses. D'autres entendaient imposer à tout le monde les vêtements dont il était correct de se vêtir.

* En 2014 un éditeur, invité au salon du livre libertaire de Lyon était attaqué avec rage par des gens de la CGA pour avoir publié un auteur qui leur déplaisait. Une conférence sur le thème «Résistance-Sexualité-Nationalité à Ravensbrück» au centre LGBT de Paris était annulée suite aux menaces liées aux positions critiques de la conférencière vis-à-vis de la GPA.

* En 2016 un débat à partir du texte «Jusqu'ici tout va bien» dans le cadre d'une soirée intitulée «S'opposer au racisme: discussion» à Marseille au local Mille bâbords était interrompu par un groupe de personnes faisant violemment irruption dans le local dans le but d'empêcher le débat, en hurlant notamment «La discussion n'aura pas lieu». Résultats: livres et revues piétinés, affiches arrachées, tables renversées, coups et menaces, utilisation de gazeuse, vitrine brisée...

* En 2019 dans un local militant de Poitiers des individus enlèvent et brûlent des brochures jugés transphobes, puis taguent le domicile d'une militante féministe venue présenter son livre critiquant le postmodernisme.

* Le 15 juillet dernier, la CNT de Barcelone qui invitait l'association «Féministes de Catalogne» pour un débat dont l'intitulé était «Pourquoi tant de filles ne veulent pas devenir des femmes?», a vu son local tagué la nuit précédente avec un message qui disait «la transphobie est du fascisme».

* Au Salon du livre anarchiste des Balkans, du 6 au 9 juillet dernier à Ljubljana, des personnes ont tenté de faire annuler une discussion autour des derniers mouvements sociaux en France, animée par des membres de la bibliothèque anarchiste parisienne Les Fleurs Arctiques en les couvrant d'insultes, en les qualifiant d'agresseurs et en intimidant toute personne qui persistait à vouloir assister au débat.

* Enfin, des représentants de la Fédération Anarchiste Italienne rapportent qu'à Saint-Imier encore, en 2023, lors d'un atelier intitulé «Anarchistes en guerre», les voix exprimant une position différente des organisateurs de l'atelier ont été censurées, menacées, insultées.

Que ce soit pour interdire Renaud Garcia, René Berthier, Alexis Escudero, Marie Jo Bonnet, Hamid Zanaz ou tel ou tel groupe, la méthode est toujours la même: se parer du titre de libertaire pour mieux le refuser à d'autres en

les habillant de toute sorte de «phobes » et de «fascistes». Ce qui n'est pas sans rappeler les plus belles heures des staliniens français qui molestaient, menaçaient, interdisaient d'expression, et discréditaient tous ceux qui les gênaient. Nous rappelons que proposer un livre n'est pas une allégeance à son contenu mais une incitation au débat. De débat ces «néo-radicaux post-anarchistes» n'en veulent pas qui considèrent que le lecteur potentiel est à leur image, incapable de penser par lui-même.

En 2014 suite suite à l'agression précitée à Lyon, le texte Contre la censure et l'intimidation dans les espaces d'expression libertaire était signé par des dizaines d'éditeurs et d'auteurs. Ce passage nous paraît particulièrement d'actualité «Nous affirmons notre volonté de ne plus tolérer, au prétexte qu'elles émaneraient de gens de «notre milieu», des comportements autoritaires empruntés à la pire tradition stalinienne. Quiconque fait usage dans ces circonstances de violence verbale et à fortiori physique ne peut s'attendre à être traité en camarade et doit être expulsé sans ménagement des espaces de discussions et d'échanges. Nous appelons les organisateurs des salons et des rencontres libertaires à prendre une position claire sur ce point afin que ces lieux redeviennent de véritables espaces de rencontres et de débats. De sorte que notre participation n'apparaisse plus comme une caution apportée aux intrusions musclées des supplétifs de la police de la pensée.»

Organisation communiste libertaire
Aout 2023



Les années se suivent et se ressemblent



Toutes les organisations politiques ont donné leur point de vue après le meurtre du jeune Nahel par un policier, à Nanterre, le 27 juin 2023. S'en sont suivies cinq nuits d'émeutes ; un remake des émeutes de 2005 mais avec un bilan bien plus lourd sur le plan des dégâts matériels. Pourtant en 2005, les émeutes avaient duré pratiquement trois semaines.

Pour les uns, ce sont les mauvaises pratiques policières qui sont à l'origine de l'embrasement. Pour d'autres, ce sont les sentiments d'injustice et les inégalités sociales qui amènent à un embrasement lorsqu'une étincelle s'allume. D'autres encore pointent du doigt la responsabilité des réseaux sociaux, d'où l'extrême jeunesse des émeutiers, fervents utilisateurs de ces derniers. Les rages et les révoltes finiront-elles par aboutir à une prise de conscience des politiques. Pas si sûr. Les émeutes ont un coût financier. Il est d'ailleurs curieux que les émeutiers ciblent indistinctement les commissariats de police et les bâtiments publics : écoles, médiathèques, centres sociaux... La réponse de Macron ne s'est pas fait attendre. Il faut de l'ordre, de l'ordre et encore de l'ordre ; une fermeté pénale et un sur-

saut moral. Concernant le sursaut moral, il est plus facile de stigmatiser les parents des jeunes des quartiers plutôt que de d'essayer de trouver des solutions pour ces quartiers qui rappelons-le se paupérisent depuis les années 1975. Le phénomène n'est donc pas nouveau. La ségrégation par l'habitat donc par les écoles sectorisées ont accéléré la non-mixité sociale et cette dernière arrange beaucoup de gens y compris à gauche voire à l'extrême gauche.

Il ne suffit pas de vanter les plans banlieues, les plans de rénovation urbaine, d'imposer des quotas de logements sociaux, de donner des crédits pour le périscolaire... pour que les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) se retrouvent en dehors de la pauvreté, de la délinquance, bref de la violence sociale. La politique des gouvernements tend à limiter la casse mais certainement pas à éradiquer la ségrégation sociale et ethnique. Pendant des années les politiciens de droite ont eu tendance à réhabiliter les centres villes et à les redensifier afin d'accroître leur assise électorale. De même les communistes (Le Havre...) ont favorisé les constructions d'immeubles en périphérie parce qu'ils y trouvaient leur électorat. Sans

comprendre et prévoir que l'électorat est versatile et qu'il pouvait en cas de crise se tourner de manière non-marginal vers l'extrême-droite. Aujourd'hui, les immigrés sont surreprésentés dans les QPV, ce qui va renforcer encore la ghettoïsation de ces quartiers.

Les familles qui ont les moyens d'acheter en zones pavillonnaires le font ; ceux qui connaissent les arcanes de l'Education Nationale peuvent scolariser leurs enfants où ils veulent, notamment dans le privé qui prend de plus en plus d'ampleur. D'autant que les ministres, le président de la République lui-même sont des purs produits de l'école privée qu'ils favorisent au gré des réformes. Gabriel Attal va marcher dans les pas de Blanquer. Les ministres qui prétendent contraindre l'école privée à davantage de mixité sociale sont ou des imposteurs ou des gens qui ne connaissent rien au recrutement des écoles. Un collègue privé peut très bien recruter les meilleurs élèves des écoles publiques de quartiers dits sensibles à l'issue du CM2, se targuant de favoriser la mixité sociale alors qu'en réalité il ne fait que renforcer la marginalisation des collègues publics. Tant qu'on ne touchera pas à la liberté de recrutement du privé, rien ne changera. Tout le reste n'est qu'hypocrisie. A la rentrée prochaine, 45% des collégiens à Paris seront scolarisés dans le privé. Et les politiciens de tout bord s'en accommodent bien surtout si leurs enfants peuvent profiter des meilleures écoles.

Les écologistes misent sur la rénovation du bâti notamment sur le plan énergétique mais on ne les voit pas beaucoup s'atteler à se prononcer sur la non-mixité sociale dans les quartiers. Que les pauvres se débrouillent. Cela permet à Macron d'avancer vers une société illibérale car il veut incarner l'autorité républicaine. Il tend ainsi à s'aligner sur la droite dure et l'extrême-droite pour lesquelles il y a les FDS (Français de souche) et les Français de papier. Le délire sécuritaire alors que les jeunes des quartiers sont exclus de fait de l'égalité des chances ne sert qu'à renforcer ceux et celles qui préfèrent l'original à la copie, Marine Le Pen. Les territoires dont on parle se désintègrent car ils cumulent les séquelles de la colonisation, les petits ou grands trafics, le chômage, une école à deux vitesses...

On connaît les ressorts de l'immigration : la pauvreté et la répression. Fin 19ème siècle et dans les années 1960, combien de Bretons s'exilèrent pour trouver du travail au Havre, à Paris et dans les grands ports et centres industriels ? La France a aussi connu les immigrations polonaise, italienne, espagnole, portugaise...

Après la Seconde Guerre mondiale, la pauvreté dans les pays d'Afrique du Nord ou subsahariens (anciennes colonies) ainsi que les besoins industriels d'une main d'œuvre bon marché (chaînes automobiles...) ont provoqué de nouvelles migrations. En France, nous payons aujourd'hui la quasi-relégation des populations immi-

grés dans les banlieues. Avec un racisme qui progresse et une jeunesse de ces quartiers qui ne voit guère de lueur d'espoir de s'en sortir ne serait-ce que pour trouver un travail sans être discriminé.

L'Etat et le patronat s'attaquent à tout ce qui est collectif. Les syndicats sont marginalisés même si la récente réforme des retraites a coalisé l'intersyndicale, ce qui ne fut pas pour autant un succès de lutte. Les solidarités s'étiolent sauf quelques exemples qui confirment la règle. Les relations humaines s'estompent notamment dans les grandes villes. L'égoïsme et la solitude triomphent. En tant qu'anarchistes, nous faisons bien le distinguo entre la philosophie individualiste qui enrichit l'autonomie personnelle et l'individualisme bourgeois qui ne tient aucun cas des autres.

Des trois tendances socialistes historiques, seul l'anarchisme n'a pu montrer ses possibilités hormis le bref été de l'anarchie en Espagne durant la Révolution espagnole en 1936-1937. La social-démocratie a été usée par le pouvoir mitterrandien et hollandais et le communisme marxiste n'a produit que des dictatures avec à la clef une répression féroce et morbide de millions de personnes (URSS, Chine, Cuba, Vietnam...). Marx et ses successeurs qui ont eu foi dans un parti progressiste de bourgeois et d'ouvriers sont vite tombés dans les travers de la dictature sur le prolétariat.

Les libertaires ont l'avantage de comprendre depuis le début que les matières et activités interagissent et qu'il faut lier les connaissances pour comprendre les réalités du monde qui évolue sans cesse. Les anarchistes dénoncent la bureaucratisation et la sclérose de l'Etat parasité lui-même par les lobbies (grands patrons, faiseurs d'opinion...) et contrôlé par les profits. Si on ajoute à cela la crise climatique qui s'invite au menu des défis à résoudre, les libertaires se trouvent dans une situation favorable pour exprimer leurs idées et leurs pratiques d'entraide et d'action directe. De plus en plus de personnes s'aperçoivent que l'agro-business nous mène dans le mur. Que les entreprises du CAC - Quarante ont la santé florissante alors que de plus en plus de gens vivent sous le seuil de pauvreté. La volonté de Macron de se diriger vers l'illibéralisme nous mène de même à une société de soumission, de censure et de surveillance (Vidéo-surveillance, smartphones contrôlés à distance, intelligence artificielle, numérique, interdiction et dissolution d'organisations...). En tant que libertaires, nous allons tout mettre en œuvre pour faire dérailler ces projets liberticides.

Mais il ne suffit pas d'énoncer de grands principes pour être compris des gens disait Bakounine, il faut leur parler aux tripes. Sinon, les gars de la Marine vont s'en charger.

Patoche (GLJD)

L'étincelle révolutionnaire de l'activisme climatique?

Les climatosceptiques y vont de leur couplet. Regardez l'été pourri que l'on a eu au-dessus de la Loire. Même si les canicules en Rhône-Alpes vont bon train aujourd'hui. Ils ressortent les vieilles archives de l'été 1911 où durant deux mois la population française a suffoqué avec un bilan très lourd de 40 000 décès notamment des enfants en bas âge.

Le R.N. s'engouffre dans la brèche sans toutefois remettre en cause l'origine anthropique du réchauffement climatique ; le consensus scientifique est passé par là. Mais il lui reste des marges de manœuvre. C'est un parti qui concurrence le PC de Roussel et inversement. Il ne faut pas emmerder les Français et il faut arrêter l'écologie punitive. Il faudrait une écologie de bon sens et le tour est joué. Il faudrait aller vers les jours heureux et stopper tout ce qui est pessimiste et alarmiste. Voilà les recettes magiques des politiciens du terroir. Car le PC tout comme LFI aimeraient bien s'implanter dans le monde rural tandis que Marine Le Pen entend, elle, cliver les citoyens avec son électorat rural et rurbain. On égratigne au passage Sandrine Rousseau et ses propos sur le barbecue et on se fait les défenseurs du consommateur Français et des coutumes françaises ; les thématiques identitaires ne sont jamais loin à l'extrême droite. Chez certains communistes non plus.

Alors, Le Pen essaie de se mettre dans la poche ceux tirent bénéfice de l'agro-business, et en même temps les petits paysans et les habitants des petites villes qui voient les services publics de déliter jour après jour puis disparaître. Car le R.N. dans le Nord et l'Est et maintenant dans l'Eure...entend relier écologie et questions sociales. C'est très finaud. Dans le Sud, du côté de Nice, l'extrême droite sort déjà des autocollants dénonçant l'injustice sociale, la misère...afin de faire concurrence à l'extrême gauche et aux libertaires. Les gens ont vu l'électricité augmenter de 10%, c'est la faute à la transition écologique. L'essence vient de prendre 10 centimes en une semaine ; ça pénalise les déplacements de ceux et celles qui travaillent et ont parfois deux voitures. L'extrême-droite a compris la colère des gilets jaunes et désire capitaliser les colères des ouvriers qui viennent de se faire avoir pour les retraites et toutes les personnes qui ont du mal à finir le mois : salaires et retraites insuffisants. Sans compter les chômeurs qu'on présente de plus en plus comme des fainéants.

Le R.N. est dans l'enracinement. Gageons que les relais de la FNSEA viendront corroborer ce discours qui va dans le sens de leurs intérêts. Un peu comme chasse pêche et traditions. Et le R.N. n'est pas à une contradiction prêt, nous l'avons bien vu sur les néonicotinoïdes où d'un côté la disparition des abeilles a été dénoncée et de l'autre propo-

sa une loi réautorisant de l'acétamipride pour l'industrie betteravière. L'extrême-droite va jouer aux défenseurs des plus démunis en attaquant les zones à faibles émissions. Elle va tenter d'aguicher les maires qui veulent développer leurs communes en se posant contre les ZAN (Zéro artificialisation nette). En prônant la France pavillonnaire. Sur le plan de l'écologie tout est prétexte à freiner des quatre fers les propositions visant à limiter le réchauffement climatique. Et comme au niveau gouvernemental, la bande de technos au pouvoir ne voit pas plus loin que le bout de leur nez, le tapis rouge se déroule lentement mais sûrement pour Marine Le Pen.

Le camp lepéniste a donc pris un virage sur l'écologie. Et cette facilité déroutante avec laquelle il explique que la science résoudra le problème climatique. Ce n'est plus la fée électricité mais la fée écolo-nucléaire. Mais d là à faire le parallèle entre défendre la biodiversité et celle des « races », il n'y a qu'un pas. Et à la droite de l'extrême-droite, nous retrouverons les militants qui s'attaqueront au droit à l'avortement, aux droits LGBT+...pour défendre la planète et le genre humain. Le greenwashing d'extrême-droite est sur les rails.



Du côté des libertaires, que constatons-nous ? Que la vie sur Terre se meurt sous nos regards étonnés. Selon les dernières études scientifiques, la mondialisation industrielle est responsable du dépassement de 6 des 9 limites de sécurité pour la vie sur notre planète. Parmi eux figurent le dépassement prochain de 1,5 degré de réchauffement climatique (certainement avant 2030) et le chaos climatique qui en découle, le déclenchement de la sixième extinction massive d'espèces et la rupture de

divers cycles d'autorégulation de la Terre. Nous savons ce que cela signifie : la mort et la souffrance à une échelle jamais vue auparavant. Et non, cela ne sera pas résolu par la science ou la technologie, simplement parce que cette civilisation crée des problèmes plus nombreux et plus importants qu'elle n'est capable de résoudre.

Les institutions ont échoué dans la plus élémentaire de leurs fonctions, qui devrait être de sauvegarder le droit à la vie de leur population. Plus personne n'est en sécurité ; tout ce que nous aimons est en danger. Les gouvernements sont les laquais des élites financières, dont la cupidité est supérieure à ce que notre planète est capable de supporter. Alors que le monde s'effondre, ils battent des records de profit chaque année au prix de l'exploitation de nos corps et de notre terre. Ce système est profondément corrompu et corrompt tout ce qu'il touche. C'est pourquoi nous échouons également, parce que nous continuons à jouer selon leurs règles et à perdre du temps à nous disputer les aumônes qui nous sont jetées avec mépris. Parce qu'ils nous vendent leurs déchets et que nous continuons à leur en acheter. Nous acceptons une idée du progrès humain qui n'a rien à voir avec la réalité : nous ne sommes que des animaux narcissiques qui ont un jour découvert le pétrole -et d'autres combustibles fossiles- et laissons les élites corrompues utiliser l'énorme énergie fossile pour s'enrichir et semer la destruction dans chaque coin de la Terre. Nous les avons laissés construire un écran de fumée fait de confort et de technologies aliénants, alors qu'ils nous ont tout volés, y compris notre dignité.

Le parlement est la représentation politique de la société bourgeoise

Le spectacle qu'offre le militantisme de gauche aujourd'hui est caricatural et devient parfois insupportable. Souvent notre « formation » politique s'est faite dans des groupes anarchistes locaux, dans les livres et brochures, dans les mouvements sociaux pour la pratique et initialement pour certains dans le syndicalisme, dans les entreprises, lieu de notre exploitation. Là, nous avons appris à échanger et voir à quoi ressemblait la vraie vie. Par la suite, on a appris à communiquer entre collègues, avec des gens du boulot avec qui on ne partageait pas politiquement beaucoup de choses ou rien, apparemment, parce que parfois les gens du monde du travail qu'on méprise bien souvent sont des gens de bon sens. Quand ils voyaient qu'une vraie bagarre s'organisait sur le lieu de travail, ils s'avançaient, et s'ils ne le faisaient pas, ils ne vous critiquaient pas par derrière avec mille attaques politiquement correctes ou tendancieuses. On a toujours dit qu'un bon syndicaliste est un syndicaliste qui calme les ardeurs des chevaux fous qui veulent casser la gueule du patron directement (ce qui nous ferait du bien, nous défoulerait mais n'apporterait guère de solutions aux problèmes ayant entraîné la grève) et les traîne-savates qui ont peur de se mouiller et qu'il faut convaincre car c'est

Nous perdons notre dignité à chaque fois que nous nous conformons aux injustices sanglantes qui se multiplient dans le monde, car les plus vulnérables finissent toujours par être les premiers à payer la facture à cause de notre passivité.

Le néolibéralisme, le patriarcat et le néocolonialisme poussent comme un cancer sur notre planète, imposant leurs lois infâmes. Mais leur temps est également compté car, même s'ils refusent de l'accepter, une croissance infinie n'est pas possible sur une planète finie.

Le développement industriel mondial a atteint son zénith et les limites de la planète annoncent un grand changement de cycle. Les crises (multisystémiques) matérielles, énergétiques, écologiques et climatiques nous réveillent à la dure réalité de cette décennie : des crises économiques, sanitaires et alimentaires sans fin, ainsi que la militarisation, le fascisme et la répression pour les gérer. Serons-nous à la hauteur de l'occasion ? Profiterons-nous de cette occasion historique pour nous ranger du côté de la vie dans sa lutte contre le capital ? Arriverons-nous à entreprendre une transition écosociale et libertaire vers un système qui place la vie au centre ou allons-nous sombrer dans la barbarie vers l'extinction ? Nous avons la responsabilité collective de résister. Nous avons aussi la responsabilité de combattre l'extrême-droite et sa démagogie.

Ti Wi (GLJD)

mieux quand tout le monde y va. C'est une question de rapport de force et de solidarité ouvrière.

Tout ça pour dire qu'on est dans l'action quand l'occasion se présente. Mais à d'autres moments, c'est plus compliqué de faire corps avec tout le monde, notamment avec les politiciens de gauche qui emploient toutes sortes d'arguments faciles et désuets contre les abstentionnistes ; pour que ces derniers votent. Le plus surprenant, c'est qu'il y a même ceux qui croiront que leurs slogans politiques pourraient servir à quelque chose.

Pourtant la majorité des gens qui s'abstiennent, et nous sommes de plus en plus nombreux, savent que la politique n'est que tromperie et il nous est impossible de lier notre abstention à un quelconque programme révolutionnaire politicien. L'histoire a tranché. La volonté de prendre le pouvoir par les élections est une duperie. Les rares fois où les élections ont inquiété le pouvoir, un coup d'Etat s'en est suivi : Espagne 1936, Chili 1973...

Nous faisons partie du peuple, cette partie du peuple qui exprime de manière presque corporelle son rejet total de

ce qu'est la démocratie parlementaire, mais surtout en affirmant de manière très simple qu'on ne perçoit pas de changement fondamental dans notre vie à voter ou à ne pas voter. Tant de politiciens nous ont trompés, nous ont volés. En votant pour eux, la vie allait changer. Mais au lendemain des élections, les petits chefs commandaient toujours à l'usine. Les inspecteurs inspectaient toujours les enseignants et les fins de mois étaient toujours aussi difficiles. La domination du petit peuple continuait. Parfois même avec un changement de gouvernement. Les gens essayaient la gauche puis revenaient à la droite, c'est ce qu'on appelait l'alternance. De nos jours, avec le RN, on parle de tripartition de la politique française. C'est un nouveau terme pour dire qu'il y a maintenant trois pôles qui aspirent au pouvoir et non plus deux comme auparavant.

Le paradoxe dans tout cela est que la majorité des personnes qui s'abstiennent ne nous lit pas ; ni dans des médias alternatifs ni dans les livres anarchistes qui pourtant foisonnent aujourd'hui ni sur les réseaux sociaux. Ces gens ne connaissent que de manière sommaire nos positions.

Cela montre aussi une fois de plus à quel point les anarchistes sont éloignés de la gauche et certains mouvements sociaux sur le plan des idées. Et non, nous n'allons pas changer la société avec des élections, en se présentant par exemple comme ont pu le faire dans le passé certains communistes libertaires de la FCL.

Ce n'est pas en vain qu'il faut vérifier une réalité : la classe ouvrière abandonne progressivement le soutien aux partis de gauche. Pour autant il ne faudrait pas que celle-ci s'oriente par dépit vers l'extrême-droite.

Il y a quelque chose de concret et certain : la gauche a quitté le monde du travail il y a des décennies. Et elle lui

préfère les sujets sociétaux en espérant capter les suffrages de la petite bourgeoisie, cette dernière se déclassant de plus en plus.

Les propositions réformistes de ces partis sont incapables d'apporter des solutions à la précarité croissante des deux dernières décennies ; leurs propositions ne s'expriment plus dans un langage qui fait sens à la classe ouvrière. Soit ils nous infantilisent et ils nous prennent pour des imbéciles, soit ils nous parlent en termes académiques qui plus que tout nous ennuient pour expliquer des choses simples. De même pour l'écologie ; les gens ont besoin d'exemples concrets comme alternatives au désastre climatique qui s'annonce. Les longs discours soporifiques ne suffisent plus.

La réalité est que la phase actuelle d'accumulation capitaliste impose encore davantage de limites à l'amélioration de nos conditions de vie par le biais du parlement, donc nous devons nous rappeler que la question n'est pas tant d'appeler ou non à l'abstention mais plutôt que les organisations qui sont clairement engagées dans le changement et la transformation réelle des structures sociales, économiques et politiques ne peuvent qu'adopter l'anti-parlementarisme comme principe politique.

Le parlement est la représentation politique de la société bourgeoise, ne l'oublions pas, et l'histoire a déjà prouvé que ce n'est pas par le contrôle de l'Etat et de ses parlements qu'on renversera la situation. Le vote reste un droit individuel lié à la société bourgeoise ; l'action collective peut être à nouveau le moteur des revendications et des changements. L'action directe que nous prônons ne peut être qu'étrangère au parlementarisme et indépendante de la bourgeoisie.

Ti Wi (GLJD)

Corse: État — Nation — Peuple

Après avoir vu des bombages sur les Français de « merde à Bastia, récemment ce sont des tags Arabes dehors » qui ont fleuri sur l'île de « beauté ». Heureusement que la Ligue des Droits de l'Homme est montée au créneau. Nous conseillons la lecture d'un texte de Rocker sur Nationalisme et Culture. (Le livre est à lire entièrement tellement il est riche). Nous aimons bien la Corse et les Corses mais quand on constate les propos racistes de certains Corses, on se croirait en France...

La vieille opinion qui attribue la création de l'État nationaliste à l'éveil de la conscience nationale du peuple n'est qu'un conte de fées, très utile aux protagonistes de l'idée de l'État national, mais néanmoins faux.

La nation n'est pas la cause, mais le résultat, de l'Etat. c'est l'Etat qui crée la nation, non la nation qui crée l'Etat. En vérité, de ce point de vue il existe entre peuple et nation la même distinction qu'entre société et État.

Chaque unité sociale est une formation naturelle qui, sur la base de besoins communs et d'accord mutuel, est construite organiquement de bas en haut pour garantir et protéger l'intérêt général. Même quand les institutions sociales graduellement s'ossifient ou deviennent rudimentaires leur but d'origine peut en la plupart des cas être clairement reconnu. Chaque organisation d'État, cependant, est un mécanisme artificiel imposé d'en haut sur

les hommes par quelques gouvernants, et il ne poursuit pas d'autre fin que de défendre et sauvegarder les intérêts des minorités privilégiées dans la société.

Un peuple est le résultat naturel de l'union sociale, une association mutuelle d'hommes poussés par une certaine similitude de conditions extérieures de vie, une langue commune, et des caractères particuliers dus au climat et au milieu géographique. De cette façon apparaissent vivants certains traits communs chez chaque membre de l'union et formant la partie la plus importante de son existence sociale. Ces rapports intimes peuvent aussi être engendrés artificiellement que détruits artificiellement.

La nation, d'autre part, est le résultat artificiel de la lutte pour le pouvoir politique exactement comme le nationalisme n'a jamais été autre chose que la religion de l'État moderne. L'appartenance à une nation n'est jamais déterminée, comme l'est l'appartenance à un peuple, par des causes naturelles, profondes ; elle est toujours sujette à des considérations politiques et fondée sur ces raisons d'État derrière lesquelles les intérêts de minorités privilégiées se cachent toujours. Un petit groupe de diplomates, qui sont simplement les chargés d'affaires de classe ou caste privilégiée, décide tout à fait arbitrairement la qualité nationale de certains groupes d'hommes dont le consentement n'est même pas demandé mais qui doivent se soumettre à cet exercice du pouvoir parce qu'ils ne peuvent agir d'eux-mêmes.

Des peuples et groupes de peuples existaient bien avant que l'État n'apparaisse. Aujourd'hui aussi ils existent et se

développent sans l'assistance de l'État. Ils sont seulement gênés dans leur développement naturel lorsque quelque pouvoir extérieur intervient par la violence dans leur vie et lui impose une forme qu'elle ne connaissait pas avant. La nation est soudée à lui pour le meilleur et pour le pire et doit son existence seulement à la présence de celui-ci. En conséquence la nature essentielle de la Nation nous échappera si nous tentons de la séparer de l'État et de la doter d'une vie propre qu'elle n'a jamais possédée.

Un peuple est toujours une communauté avec des limites assez étroites. Mais une nation, en règle générale, enferme toute une série de différents peuples et groupes de peuples qui ont été, par des moyens plus ou moins violents, pressés dans le cadre d'un État commun. En fait, dans toute l'Europe il n'y a pas d'État qui ne consiste pas en un groupe de peuples différents qui étaient à l'origine de différentes descendance et de langue et furent forgés ensemble en nation unique seulement par des intérêts dynastiques, économiques et politiques.

... ..

Les Etats nationaux sont des organisations d'églises politiques ; la prétendue conscience nationale n'est pas née en l'homme mais enseignée à lui. C'est un concept religieux ; on est allemand, français, italien, exactement comme on est catholique, protestant ou juif.

Bibliothèque anarchiste



Le 26 août 1922, les forces de l'ordre tirent et tuent quatre ouvriers au Havre



Pendant la guerre 1914-1918, le grand Patronat Français, Comité des Forges en tête, fut obligé de par l'action des Ouvriers de la métallurgie et aussi par les nécessités de l'armement d'accorder, et ce, à son grand regret, des avantages substantiels à ce personnel.

Ce patronat rétrograde qui guettait l'occasion de reprendre la direction des opérations pour de nouveau imposer une direction dictatoriale avec ses volontés ; cette occasion se présenta avec la scission confédérale d'après-guerre, et dès ce moment, il ne manœuvra que pour arriver à ses fins ; volontairement le chômage fut imposé à une grande partie de travailleurs, avec l'espoir que ce régime amènerait les autres parties à un degré de soumission facilement exploitable.

En effet, en juin 1922, le Comité des Forges décidait de réduire de 10% les salaires de tous les ouvriers dépendant de leurs industries. Le Havre fut choisie comme

ville cobaye où la tentative de réduction de salaires devait être tentée, et des circulaires furent affichées dans tous les ateliers annonçant l'application de cette mesure pour le 20 dudit mois ; dire le sentiment de révolte qu'elle suscita est difficile à décrire, surtout qu'en cette même période, le coût de la vie ne cessait de croître, ainsi que le prix des loyers ; c'était aussi méconnaître la combativité des ouvriers havrais, et le débrayage des usines débuta par les ouvriers des Chantiers de la Gironde, lesquels tinrent leur première réunion, le 20 juin, à la Salle des Fêtes de Graville ; ce premier débrayage fit tache d'huile et le 22 au soir, la grève était totale.

~

C'est à partir de cette date que des tentatives de conciliation furent faites, mais hélas sans résultat.

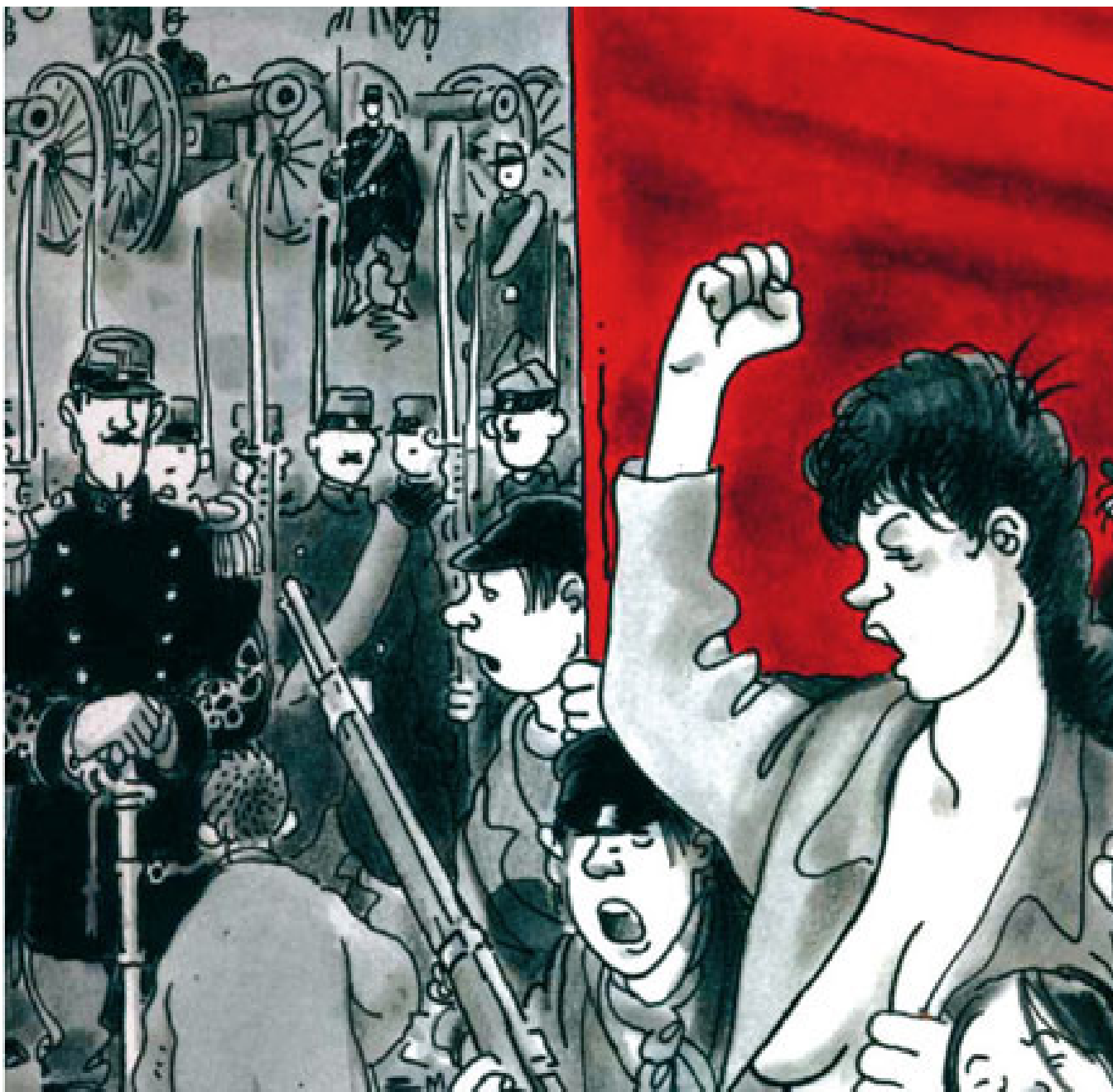
Le Comité des Forges ayant donné au Syndicat patronal l'ordre formel de ne point discuter et de rester intraitable ; il comptait probablement sur la veulerie de la classe ou-

vrière, et pour ce faire, il fit venir des Chantiers de Normandie de Quevilly, un groupe d'ouvriers pour travailler à la réparation des navires de la Compagnie Générale Transatlantique, mais la vigilance des grévistes déjoua cette manoeuvre et les Rouennais qui avaient été dupés, assistèrent à la réunion quotidienne des grévistes et reprirent le train pour retourner chez eux.

La grève totale continuait donc sans pourparlers, ce qui amena le comité de grève à envisager l'exode des enfants vers des lieux hospitaliers, où ils étaient réclamés par les camarades des ouvriers des départements voisins et de la région parisienne.

C'est au cours du départ d'un convoi d'enfants, le 26 juillet, à 16 heures, qu'un incident se produisit...

[...] les métallos du Havre vont mener un combat courageux et obstiné contre les patrons du Comité des Forges mais aussi contre l'Etat et ses chiens de garde, policiers, militaires et magistrats. Le 26 août 1922, les forces de l'ordre tirent et tuent quatre ouvriers. La République renoue avec les crimes de Raon-l'Etape et de Villeneuve-Saint-Georges. Ce n'est que le lundi 9 octobre, après 110 jours de grève, que le comité de grève suspend un mouvement qui reste un des épisodes les plus marquants de la lutte des classes des années de l'après-guerre.



Le Libertaire

Internet : <http://le-libertaire.net/>

E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com

Directeur de la Publication : Olivier Lenourry

Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices

Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com